

En Ukraine, une lutte contre la corruption au long cours

 alternatives-economiques.fr/ukraine-une-lutte-contre-corruption-long-cours/00106007

13 février 2023

Depuis la révolution de Maïdan en 2014, la lutte contre la corruption est au cœur de la politique ukrainienne. L'invasion russe a bousculé le processus, mais ne l'a pas interrompu.

Par Eva Moysan

Les démissions et les limogeages se sont enchaînés en cascade. En Ukraine, une dizaine d'officiels de haut rang ont quitté leurs fonctions autour du 23 janvier, après la révélation d'affaires de corruption. L'un des scandales est lié aux approvisionnements de l'armée, alors même que le pays est entré dans son douzième mois de guerre contre l'envahisseur russe. Le journaliste d'investigation Yurii Nikolov a révélé un contrat pour l'alimentation des régiments du centre du pays comportant des prix jusqu'à deux ou trois fois plus élevés que dans un supermarché classique. Le ministère de la Défense a d'abord dénoncé de fausses informations. Puis le 24 janvier, le vice-ministre de la Défense a démissionné.

Dans une autre affaire, le vice-ministre des Infrastructures a été limogé. Après avoir été arrêté par le Nabu, le Bureau national anticorruption d'Ukraine, une agence qui est indépendante du gouvernement, il a été assigné à résidence. Il est accusé d'avoir reçu un pot-de-vin de 400 000 dollars dans le cadre de l'achat de générateurs électriques. Le Nabu a indiqué qu'il enquêtait sur le contrat d'approvisionnement alimentaire avant la publication du journaliste.

Plusieurs révélations ont également mené à la démission ou au licenciement de cinq gouverneurs régionaux, du procureur général adjoint ou encore du chef adjoint de l'administration présidentielle.

Un travail de longue haleine

« Dans les premiers trois à six mois de l'invasion russe, il y a eu une unité totale en Ukraine. La société civile, les journalistes étaient derrière les institutions, tous concentrés sur la sauvegarde du pays », raconte Andrii Borovyk, directeur général de l'organisation non gouvernementale (ONG) Transparency International Ukraine. Pendant cette période, les investigations se concentrent sur les prorusses et il y a une retenue à l'égard des sujets qui pourraient causer de la déstabilisation. « Mais depuis septembre, la lutte anticorruption fonctionne à nouveau presque normalement au quotidien », poursuit Andrii Borovyk.

Depuis la révolution de Maïdan en 2014, la corruption est devenue un sujet de société central et n'est plus tolérable pour les Ukrainiens. Des lois et des institutions de contrôle ont été mises en place. Le processus d'attribution des marchés publics s'est transformé en

2015 et passe par une plate-forme en ligne plus transparente, par exemple. La police de la route a été réformée, réduisant la corruption au quotidien.

Une demande des citoyens et des Occidentaux

Le candidat Volodymyr Zelensky avait fait de la lutte contre la corruption un des deux axes principaux de sa campagne électorale en 2019 (avec la fin de la guerre dans le Donbass). Les réformes se sont poursuivies sous son mandat. La Haute Cour anticorruption est entrée en fonction en septembre 2019, avec un processus de recrutement des juges particulièrement strict. Autre symbole : l'Agence nationale pour la prévention de la corruption a également repris le travail.

Mais le président Zelensky a également souffert d'un conflit ouvert avec la Cour constitutionnelle, qui avait décidé d'invalider une partie des lois anticorruption, sans motiver sa décision. Plusieurs magistrats de l'institution étaient à l'époque eux-mêmes poursuivis pour des conflits d'intérêts et des manquements dans leurs déclarations de patrimoine. Après la décision, le chef de l'Etat avait tenté de réformer la Cour au forceps, s'attirant les critiques du Conseil de l'Europe.

« La justice est globalement corrompue, mais certains magistrats le sont particulièrement. L'Union européenne avait reproché un nombre insuffisant de condamnations à la suite des enquêtes pour corruption », signale Alexandra Goujon, maîtresse de conférences à l'université de Bourgogne et autrice du livre *L'Ukraine, de l'indépendance à la guerre* (Le cavalier bleu, 2023).

La société civile ukrainienne et ses ONG poussent fortement depuis 2014 pour la transparence et pour la responsabilité des officiels. « Le journalisme d'investigation est très présent en Ukraine et travaille beaucoup sur ces sujets », ajoute Alexandra Goujon.

Enfin, les bailleurs internationaux (Union européenne, Etats-Unis, Fonds monétaire international...) ont appliqué une pression constante sur les différents gouvernements. « [Ils] sont devenus la force motrice derrière la création du système moderne anticorruption en Ukraine », estime Olha Bondarenko, docteure en droit à l'université d'Etat de Sumy.

Des résultats encourageants

Avant la guerre, le pays pointait à la 122^e place mondiale (sur 180) sur l'index de perception de la corruption de Transparency International, avec seulement 32 points sur 100. Un score très bas par rapport à la moyenne de l'Union européenne à 64 points, et qui traduit une situation de corruption systémique. « Mais l'Ukraine a gagné 6 points en neuf ans et fait ainsi partie du petit club des 25 pays dans le monde qui ont progressé en termes de lutte contre la corruption sur cette période », signale Andrii Borovyk.

Le directeur général demande à son gouvernement de poursuivre ses efforts de transparence et de publication des informations d'intérêt général, dont un certain nombre (données sur les marchés publics, patrimoine des responsables publics...) sont devenues

moins accessibles depuis le début de l'invasion russe pour des raisons de sécurité nationale.

La lutte contre la corruption a également été bouleversée par la mobilisation militaire, les pertes humaines et le départ à l'étranger de milliers d'Ukrainiens. Les différentes institutions comme les ONG ont dû recomposer leur travail. Plusieurs régions sont aussi sous contrôle russe et ravagées par les combats. « C'est compliqué dans ce contexte de demander des résultats. Mais l'Ukraine ne se réfugie pas derrière cela. Ces limogeages sont le symbole que la lutte contre la corruption continue », analyse Alexandra Goujon.

Le 24 juin 2022, l'Ukraine a obtenu le statut de candidat à l'adhésion dans l'Union européenne. Les Vingt-Sept sont par ailleurs l'un des principaux pourvoyeurs d'aide avec 7,2 milliards d'euros de prêts et de subventions en 2022. La Commission va donc suivre avec attention ses progrès en matière de lutte contre la corruption. Sa présidente, Ursula von der Leyen, avait insisté dès l'été sur le fait que les institutions anticorruption devaient avoir les moyens d'agir et « les bonnes personnes aux postes à responsabilités ». Kiev sait qu'il doit envoyer des signaux forts pour s'assurer l'appui des Occidentaux